

<https://www.pressegauche.org/Le-Covid-19-et-Hong-Kong>



Le Covid 19 et Hong Kong

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Jeudi dernier (2 avril 2020), le nombre de personnes touchées au niveau mondial par le Covid 19 a dépassé le seuil du million, avec plus de 50 000 morts. Et le pire, est qu'il semble n'y avoir aucune perspective de stabilisation ou de diminution. Pour Hong Kong (HK), le nombre de cas confirmés s'élevait au 6 avril à 890, avec 4 décès. (note 1) Hong Kong, habituellement très animée, bruyante et surpeuplée, est devenue une ville très calme.

Tiré de [Europe solidaire sans frontière](#).

Le mouvement de soutien aux mobilisations de l'année dernière contre et contre les violences policières, continue à se faire entendre de temps en temps. Et cela malgré les mesures imposées par le gouvernement pour interdire tout rassemblement public de plus de trois personnes. Suite à ces mouvements, de nouvelles arrestations ont eu lieu, et le degré de confiance des partisans de la démocratie envers le gouvernement ne peut pas s'améliorer.

A ce jour, le gouvernement a déclaré que plus de 10.000 manifestations ont eu lieu l'année dernière comme preuve que « les droits et libertés fondamentaux des résidents de HK seraient pleinement protégés par la Basic Law » (le texte servant de Constitution depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine, le 1er juillet 1997)

Du 9 juin 2019 au 19 mars 2020, la police a arrêté 7 854 personnes, dont 1 300 ont fait l'objet de poursuites judiciaires. En outre, plus de 16 000 cartouches de gaz lacrymogène ont été tirées pour disperser la foule.

Cette situation a suscité la colère des rapporteurs spéciaux de l'ONU, qui ont déclaré : « (Nous) avons des raisons de croire que les gaz lacrymogènes, le gaz poivré et d'autres agents chimiques ont été utilisés de façon indiscriminée, inutilement et de manière disproportionnée ».

Les pouvoirs publics utilisent désormais de nouvelles mesures coercitives sous prétexte de prévention des épidémies, telles que les règles de distanciation sociale et de quarantaine, en ciblant sélectivement les dissidents. Ils ont, par exemple, intimidé les clients des magasins dont les propriétaires étaient étiquetés comme soutenant le mouvement démocratique.

L'heure anticipée de fermeture des fast-foods habituellement ouverts 24 heures sur 24, a mis les « réfugiés MacDo » (les sans-abri dormant la nuit dans les restaurants McDonalds) dans une situation encore plus désespérée. Le nettoyage fréquent des rues et des espaces ouverts se fait sans avertissement préalable afin de chasser les personnes qui dorment dans la rue, et il n'existe pas d'autre solution pour les héberger.

Cheng Lai-king, présidente pro-démocratie du Conseil de district du centre et de l'ouest, a été arrêtée en mars au milieu de la nuit en vertu d'une ordonnance anti-sédition obsolète (datant de 1938) pour un crime présumé de « divulgation de données personnelles concernant un policier ».

Toutes ces mesures ont pour but de dissuader les citoyens ordinaires de s'affronter au gouvernement de Hong Kong.

L'ironie de l'histoire est que l'interdiction du port du masque facial promulguée lors des mobilisations de l'année dernière n'a eu aucun effet.

La grande majorité des habitants de HK ne respectent en effet pas cette mesure et portent un masque lorsqu'ils/elles sortent, sur les conseils avisés des autorités médicales et sanitaires. Le docteur Ho de l'université de

HK, un professeur de médecine respecté, a même proposé de rendre obligatoire le port du masque.

C'est une gifle pour Carrie Law (la cheffe de l'Exécutif) qui avait répété à plusieurs reprises que le port d'un masque en public était interdit.

Un autre indicateur est la question de la pénurie d'équipements médicaux de protection individuelle (sigle en anglais PPE).

De façon dogmatique, le gouvernement de HK reste fidèle à la doctrine du laissez-faire en refusant d'interférer avec le « libre marché », considéré comme une vache sacrée. Dans les premiers jours de l'épidémie, la spéculation ainsi que la hausse des prix des PPE et des produits de consommation courante comme le papier toilette, sont devenues visibles, ce qui a exaspéré la population de HK.

Les habitants de HK ont formé de longues files d'attente pour se procurer ces PPE, ou sont parti.es à leur chasse, à la manière de fourmis enragées.

Ce fut également l'émergence spontanée du système D et de l'entraide mutuelle au sein de la société civile pour remédier à la situation d'urgence. Son but était de faciliter l'approvisionnement en masques et en produits sanitaires, en particulier pour le personnel médical et de nettoyage, les personnes âgées et les personnes handicapées. Son action, en temps utile et solidaire, mérite plus d'applaudissements que celle du gouvernement.

À maintes reprises, il est évident que le gouvernement a réagi soit trop lentement, soit en prenant des mesures dérisoires, sans politique globale cohérente ou innovante. Et cela a mis la population de HK très en colère. L'arrogance et l'indécision de Carrie Lam et de son équipe ont encore un peu plus déçu beaucoup de gens.

Les sondages indiquent que sa popularité a chuté depuis le sommet de 61,1 % atteint lors de sa nomination en juillet 2017. Elle est passée à 22,2 % en mars 2020, ce qui est bien pire que ses prédécesseurs : Tung (47,9 %), Tsang (39,3 %) et Leung (38,1 %).

La note concernant le respect de l'État de droit est passée de 6,2 sur 10 (juillet 1997), à 7,2 (mai 2019), puis 4,4 (septembre 2019).

En 2013, où l'épidémie de SRAS a attaqué HK, causant 299 morts et 1 755 cas confirmés (16% de décès), les habitant.es de Hong Kong ont été unanimement uni.es pour combattre le virus et endurer ensemble les épreuves. Cette fois, la population est profondément divisée en deux camps : le camp pro-démocratie (arborant la couleur jaune) et le camp pro-establishment (arborant le bleu). Au lieu d'enterrer la hache de guerre, les récentes mesures prises par le gouvernement vont encore plus diviser la population.

D'une part, les salarié.es ordinaires sont les plus touché.es par la tempête du Covid 19, car nombre d'entre eux/elles sont obligé.es de travailler à domicile, prié.es de ne pas prendre de congé payé, subir une réduction de salaire ou en fin de compte faire face à un licenciement, car leurs lieux de travail ne cessent de fermer. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la restauration, du tourisme, des compagnies aériennes, des loisirs, du commerce de détail, etc.

Selon un rapport de la centrale syndicale HKCTU daté du mois de mars, 85% des salarié.es ont subi une réduction du nombre d'heures ou de jours travaillés ; 70 % ont perdu la moitié de leur revenu antérieur et 70 % s'inquiétaient de l'incertitude de leur avenir.

D'autre part, les salarié.es en première ligne tels que le personnel de nettoyage, du secteur médical médicaux, ainsi que les précaires sont confrontés à des problèmes d'hygiène et de sécurité en raison du manque d'équipements personnel de protection individuelle (sigle en anglais PPE) et de l'absence d'une gestion plus rigoureuse.

La grève des salarié.es des hôpitaux de février en est un exemple clair : 9 000 d'entre eux/elles ont fait grève pendant une semaine.

Bien qu'ils aient obtenu le soutien du grand public, le gouvernement a été peu enclin à tenir compte de leurs demandes de fermeture des frontières et de fourniture d'équipements de protection en nombre suffisant.

Ils/elles ont été accusé.es d'avoir une attitude « contraire à l'éthique », d'être « trop égoïstes » et ont été qualifiés de « déserteurs/euses ».

En fait, les militant.es syndicaux ont été en permanence réprimé.es lors du mouvement de 2019.

Certain.es ont été victimes de licenciements abusifs, de suspension et d'intimidation pour leur participation à des activités politiques.

Les fonctionnaires et les enseignant.es ont été invité.es à rester « neutres » en ce qui concerne les questions politiques.

Quarante-deux fonctionnaires ont été suspendu.es à la suite d'arrestations liées aux manifestations, même si « aucune culpabilité n'est présumée à leur égard » et que les poursuites judiciaires à leur égard sont seulement en cours.

Des cas similaires se sont produits chez Cathay Pacific/Dragon Airline et d'autres compagnies.

Dans ce contexte, une prise de conscience s'est développée parmi les salarié.es.

Un nombre croissant de nouveaux syndicats sont en train de voir le jour. À ce jour, 29 nouveaux syndicats ont été enregistrés, et 13 sont en cours de création.

C'est par exemple le cas dans les assurances, parmi les « cols blancs », dans l'éducation, les services médicaux, la Fonction publique, l'hôtellerie, le secteur de la petite enfance. Les salarié.es se pressent pour former ou rejoindre leurs propres syndicats, en dénonçant les syndicats conservateurs déjà en place.

Ces syndicats démocratiques sont principalement dirigés des militant.es de la jeune génération, qui aspirent à une société plus ouverte ainsi qu'à la justice sociale.

Ils/elles sont très déterminé.es et expriment avec force leur volonté de défendre leurs droits. Non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique lors des élections au Conseil législatif en septembre prochain. Leur objectif est de remporter les 35 sièges élus au suffrage universel direct lors des prochaines élections, (note 2) car l'assemblée législative actuelle est dominée par l'establishment.

Avec la majorité actuellement en place à l'assemblée législative, les conservateurs peuvent adopter ou approuver des politiques contraires à la volonté de la population.

Le résultat positif des élections aux Conseil de district de novembre dernier est une preuve solide que l'opinion publique peut infliger une défaite au gouvernement et aux conservateurs. Le camp pro-démocratie (jaune) a été majoritaire dans 17 districts sur 18. Il a obtenu au total 398 sièges, contre 60 pour le camp des partisans du pouvoir en place (bleu).

Le « plan de sauvetage » du gouvernement ne profite pas aux salarié.es. Les syndicats ont critiqué la plupart des mesures qui ne font que subventionner les entreprises et alléger leurs difficultés.

Hong Kong est bien connue pour sa prospérité et l'importance de son PIB. Mais le coefficient de Gini élevé, (note 3) et la mauvaise redistribution des richesses sont délibérément ignorés ou sacrifiés au nom du « libre marché » et de la « concurrence acharnée ».

Il n'existe pas d'assurance chômage, de pensions de retraite et de système de négociation collective. Le gouvernement a rejeté à toujours rejeté les appels en faveur d'un système de protection sociale progressiste. Il est temps de relancer notre lutte pour la justice sociale en période d'épidémie de Covid 19.

Pour conclure, il y existe de grands espoirs que la population de HK finisse par gagner.

Selon le dernier sondage d'opinion publique réalisé du 17 au 20 mars, la revendication de démission de Carrie Law a été soutenue par 63% des personnes sondées. Ce sondage a montré une augmentation significative du soutien aux revendications-clés du mouvement de 2019, et 54% des personnes interrogées ont exprimé leur méfiance à l'égard des mesures prises par le gouvernement.

Le soutien à la revendication de l'élection au suffrage universel du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif est passé à 68 %, contre 60 % en décembre 2019.

7 avril 2020

Militant du mouvement ouvrier de longue date, Apo Leong est notamment membre de l'association hongkongaise « Hong Kong Social Security Society ».

Notes

1. La population de Hong Kong est de 7,5 millions d'habitant.es et celle de la France de 67 millions. A ce jour, le pourcentage de personnes déclarées infectées est en France 11,7 fois plus élevé qu'à Hong Kong (98 959), et celui des mort.es 308 fois (10 343).

2. Ces 35 sièges sont les seuls à être soumis au suffrage universel direct, 5 autres sièges sont élus au suffrage indirect.

Quand aux 40 sièges restants, leurs titulaires sont, dans les faits, essentiellement désignés par le pouvoir en place. L'assemblée législative (LegCo) compte au total 70 sièges.

3. Coefficient de gini

https://fr.wikipedia.org/wiki/Coefficient_de_Gini